



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt

Service Economie Agricole et
filières

Saint - Denis, le

ARRÊTÉ N° 2704 du 13/12/2023

**Portant attribution d'un crédit de 3 472 000 €
Au Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre (CTICS)
Campagne Sucrière 2022/2023**

Le Préfet de La Réunion,

- VU** la loi du 19 mars 1946 érigeant en Département la GUADELOUPE, la GUYANE, la MARTINIQUE et la REUNION ;
- VU** la loi 82.1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de GUADELOUPE, de GUYANE, de MARTINIQUE et de la REUNION ;
- VU** la Convention canne 2022 / 2027 Planteurs - Industriels - Etat du 13 juillet 2022, relative aux conditions d'achat de la canne à sucre par les industriels aux agriculteurs producteurs de canne à sucre à l'île de la Réunion et aux modalités d'attribution des aides de l'Etat à la filière ;
- VU** la délégation de crédits d'engagement et de paiement de **3 472 000 €** sur le BOP 149-C001-R974
- SUR** proposition du directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- SUR** proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales ;

ARRETE

Article 1

Par imputation sur les crédits ouverts sur le budget du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire délégués sur le BOP 149-C001-R974 - Exercice 2022, il est accordé au Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre (CTICS) une subvention au titre de l'article 17 de la convention canne, d'un montant de : **TROIS MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE MILLE EUROS (3 472 000 €)**

Article 2

L'aide de l'Etat est attribuée au Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre en respect de la condition de l'article 17 de la convention canne tri-partite Industriels – Planteurs – Etat 2022-2027 qui précise, s'agissant de l'enveloppe de l'aide à la production (34,720 millions d'euros)

"... Par ailleurs, si la totalité de l'enveloppe de l'aide à la production de canne de la campagne concernée n'a pas été consommée, alors l'Etat s'engage à verser le reliquat dans la limite de 10% maximum de cette enveloppe, sur le compte affecté du CTICS dédié à la filière canne afin notamment d'accélérer en priorité l'effort de replantation dans le cadre de ce plan".

Article 3

Mme la secrétaire générale pour les affaires régionales et M. le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui la/le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

*Visa dématérialisé
du CBR du 7/12/2023*

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au secrétaire général
pour les affaires régionales

Vassili EZORNY